Genève

Objekttyp: **Group**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): **- (1973)**

Heft 211

PDF erstellt am: **04.06.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.
Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.
Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

http://www.e-periodica.ch

Le paysan de montagne seul parmi les touristes

Malgré l'afflux touristique, malgré l'accueil que sait lui réserver le paysan de montagne, l'agriculture alpestre se replie sur elle-même. C'est le curieux paradoxe qui frappe ces régions où la vie reste dure.

Comment une branche d'activité pourrait-elle se développer quand son rôle essentiel est contesté ? L'agriculture de montagne est de moins en moins considérée comme une agriculture productrice. Par l'Etat d'abord, qui glisse tout doucement vers la notion d'un « paysan-montagnard-jardinier », par l'agriculteur de plaine qui dénigre sa technique d'élevage, n'achète plus de génisses et ferme ainsi un débouché vital à ses collègues de montagne.

L'enseignement ignore lui aussi les jeunes de ces régions. Dans les écoles d'agriculture vaudoises, aucuns cours spéciaux n'existent pour les montagnards. Peu intéressés par la culture des céréales ou des arbres fruitiers, ils restent dans leur village perdant l'occasion d'acquérir l'instruction de base indispensable à leur métier, se refermant un peu plus faute de contact avec leurs camarades de plaine. Même la recherche consacre le gros de ses forces à la technicité exigeante de l'agriculture des régions favorisées.

Ces exclusions successives provoquent une réaction toute naturelle : le repli. Repli sur sa région, sur sa façon de faire, rejet du technicien en qui on ne voit qu'un agent prêt à contrôler, à distribuer des subsides mais incapable de comprendre les réalités du cru; difficulté de s'informer.

Or, la population oisive et aisée des stations ne peut pas briser cet isolement. Fructueux financièrement parlant, ces contacts superficiels n'apportent que le côté face d'une société d'abondance, le revers de la médaille restant caché à tous ces jeunes paysans employés aux remonte-pente, ce qui renforce d'un cran leurs sentiments d'exclus. L'agriculture montagnarde du Jura a évolué tout différemment.

Si le climat est tout aussi rude, le relief permet une meilleure exploitation. Mais cela n'explique pas tout.

Par tradition le paysan du Jura a très souvent été ouvrier pendant les hivers trop longs. Le côtoiement quotidien du paysan et de l'ouvrier, la fusion fréquente de ces deux activités en une seule et même personne ont fait que la société du Jura semble plus stable, et que son agriculture est mieux armée pour résister aux inévitables pressions que subissent les régions excentriques ou marginales.

En réfléchissant à ces deux exemples on voit qu'une politique traditionnelle d'aide à la montagne n'est qu'une condition, certes nécessaire, mais jamais suffisante à l'épanouissement de ces régions dans notre communauté.

GENÈVE

Manifestation et manifestants

Cri de protestation contre les bombardements américains, volonté d'appui au peuple vietnamien, la manifestation du 13 janvier a été placée sous le signe de l'unité et de l'ampleur.

Unité dans l'organisation déjà. Lancée par la Centrale sanitaire suisse, l'idée du défilé a été en effet reprise par vingt organisations de gauche, qui, non sans peine comme le prouve le texte assez incohérent de leur appel, sont parvenues à se mettre d'accord sur un projet commun. Et pour la première fois un tract réunissait, sous les mêmes slogans, le Parti socialiste, le Parti du travail, leurs homologues italiens et espagnols, le Parti communiste (marxiste-léniniste), la Ligue marxiste révolutionnaire, le Mouvement socialiste autonome, le Centre de liaison politique, la Ligue suisse des droits de l'homme, etc.

Ampleur ensuite. On attendait du monde. Chacun a donc organisé avec soin et générosité son service d'ordre. Mais les manifestants sont venus bien plus nombreux que prévu. Trois mille ? Cinq mille ? De toute façon plus que n'en avait rassemblé une manifestation de rue à Genève depuis longtemps. Et de cette masse se dégageait une impression de puissance, une juste réponse à l'impuissance indignée avec laquelle chacun avait dû assister, quelques jours auparavant, à l'acte de gangstérisme international perpétré par l'administration Nixon sur le Vietnam-Nord. Quoi que prétendent les esprits chagrins, cet éveil d'une conscience internationale est un phénomène nouveau de notre époque, qui permet d'espérer que les peuples ne resteront pas toujours passifs devant les crimes collectifs et ne se laisseront pas toujours mener résignés à la guerre.

Et puis il y a eu les bavures des violences finales, sitôt terminée la manifestation autorisée par la police et encadrée par son propre service d'ordre jusqu'aux abords de la Mission américaine, 80, rue de Lausanne. Encore convient-il de raison garder. Que pèsent quelques vitres brisées, quelques barbouillages au regard des ruines et des morts de Hanoï et de Haïphong ? Mais l'argument peut être retourné. A quoi bon ces gestes symboliques?

Ainsi est apparu une fois de plus ce qui sépare les organisations politiques responsables, dont les gestes et l'action s'inscrivent dans un projet — qu'il soit révolutionnaire ou réformiste, peu importe ici — qui leur donne leur sens, de l'irresponsabilité d'individus ou de petits groupes.

Il y a d'un côté, certes, les violences inutiles de ce que l'on pourrait appeler, à la suite de Marx, d'un point de vue non pas de classe, mais politique, le prolétariat intellectuellement en guenilles. Mais il y a aussi, de l'autre côté, ce sentiment de responsabilité, de solidarité que toutes les organisations, partis et mouvements, qui ont tenu la manifestation, ont su exprimer le 13 janvier 1973 à travers les rues de Genève.